

Maître d'Ouvrage :



247 Rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

"RESIDENCE AUTONOMIE"

488 Avenue de Verdun / Chemin des collettes
83300 DRAGUIGNAN



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot n°01 : DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS

Architecte
ABC ARCHITECTES
Le Krystal
1725 RD 6007
06270 VILLENEUVE LOUBET

Economiste
TEMPO CONSULTING
Mandelieu Technology Center - Bâtiment 8 -
Parc d'activité de la Siagne - Allée François
COLI
06210 MANDELIEU

Bureau d'études fluides
CS INGENIERIE
12 Rue Jules Bianchi - INEDI 1
06200 NICE

Bureau d'études VRD
CTH INGENIERIE
Commercial Building – 6 rue Soutrane
06569 SOPHIA ANTIPOLIS

Contrôleur technique
APAVE
22-26 Avenue Edouard Grinda
06200 NICE

Bureau d'études environnement
APAVE
22-26 Avenue Edouard Grinda
06200 NICE

Phase : DCE
Date : avril 2026

Indice	Date	Modifications
0	02/04/2026	Etablissement
1	05/05/2026	Observations MO et intégration clauses de réemploi



QUALIFIÉ
N° 2293
WWW.OPQTECC.ORG

SOMMAIRE

1	GENERALITES.....	4
1.1	DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION.....	4
1.2	DÉCOMPOSITION DU PRIX.....	4
2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES - INSTALLATION DE CHANTIER.....	6
2.1	INSTALLATION DU CHANTIER.....	6
2.2	CLOTURE DE CHANTIER.....	7
2.3	CONSTATS DE COMMISSAIRE DE JUSTICE.....	7
3	DESAMIANAGE - PRESCRIPTIONS GENERALES.....	8
3.1	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	8
3.2	GÉNÉRALITÉS.....	10
3.3	OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	10
3.4	ENVIRONNEMENT.....	10
3.5	RECONNAISSANCE DES LIEUX.....	10
3.6	VOIES PUBLIQUES ET PRIVÉES.....	11
3.7	RIVERAINS.....	11
3.8	PROTECTION D'ARBRES.....	11
3.9	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	11
3.10	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE DÉPOSE DES MATÉRIAUX AMIANTES.....	12
3.11	GESTION DES DÉCHETS.....	12
3.12	SÉCURITÉ.....	13
3.13	PANNEAU PERMIS DE DÉMOLIR.....	13
3.14	PHASAGE D'INTERVENTION.....	13
3.15	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	14
4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES - DÉSAMIANAGE.....	16
4.1	PLAN DE RETRAIT.....	16
4.2	TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION AMIANTE.....	16
4.3	MESURES DE RESTITUTION FIN DE CHANTIER.....	18
5	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES - DÉMOLITIONS.....	20

5.1	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	20
5.2	SECURITE.....	24
5.3	OUVRAGES A RE-EMPLOYER.....	24
5.4	GRAVOIS ET PRODUITS DE DÉMOLITION.....	24
5.5	PROTECTION DE LA VEGETATION.....	24
5.6	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.....	25
5.7	GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE.....	25
5.8	DIAGNOSTIC POLLUTION SOL.....	26
6	CLAUSES RELATIVES A L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET AU REEMPLOI.....	26
7	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES - DÉMOLITIONS.....	26
7.1	DEPOSE POUR REEMPLOI EX-SITU SELON RAPPORT CYCLE'UP.....	26
7.2	CURAGE SUITE A LA DEPOSE POUR REEMPLOI.....	28
7.3	ELAGAGE D'ARBRES CONSERVES.....	28
7.4	PROTECTION DES VÉGÉTAUX CONSERVÉS	29
7.5	DÉBROUSSAILLAGE ET ABATTAGE D'ARBRES.....	29
7.6	NEUTRALISATION FLUIDES ET ENERGIE.....	29
7.7	DEMOLITION LEGERE.....	30
7.8	DEMOLITION LOURDE.....	30
7.9	EVACUATION DE CUVE A FIOUL.....	31
7.10	REPRISE PONCTUELLE DE CLOTURE MITOYENNE.....	31
8	ANNEXE : FICHE DE TRACABILITE REEMPLOI.....	32

1 GENERALITES

1.1 DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

Les travaux faisant l'objet du présent projet ont pour but la construction d'une résidence autonomie de 60 logements locatifs sociaux avec parkings aériens et en sous-sol.

La résidence autonomie se compose de 4 niveaux comprenant 60 logements avec locaux communs et d'un local d'activités divisible avec réception éventuelle de public.

Le bâtiment repose sur un niveau de parc de stationnement, à usage public et privatif.

Le projet est réparti dans un seul bâtiment : le rez-de-chaussée sera accessible en surface et via un escalier/ascenseur depuis le stationnement au sous-sol.

Selon la programmation, la résidence autonomie proposera des services communs, tels que salons, atelier et salle de restauration.

Les logements seront de types T1 et T2 et répartis sur deux niveaux avec un espace de convivialité par niveau.

Un local d'activités en rez-de-chaussée sera créé et positionné coté City Stade existant, le long du chemin des Colettes ; bien visible depuis cette voie où il est prévu des places de stationnement spécifiques et un aménagement piétonnier correctement dimensionné.

La résidence est classée en 2ème famille au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986 réglementant les dispositions constructives en matière de sécurité contre l'incendie.

Les locaux communs de la résidence sont classés établissement recevant du public classé en 5ème catégorie de type PE avec activité de type N, L et W, au sens de l'arrête du 25 juin 1980.

Le projet est situé 488 Avenue de Verdun / Chemin des collettes à DRAGUIGNAN (83300).

Sont compris dans le présent projet tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement de la construction projetée (raccords sur les différents réseaux, espaces verts, etc...).

1.2 DÉCOMPOSITION DU PRIX

Le présent lot est traité à prix global forfaitaire. Ce prix forfaitaire doit être déterminé conformément aux plans de l'Architecte et aux indications du présent document.

Tous les descriptifs sont joints au dossier de consultation. L'entrepreneur doit prendre connaissance des autres lots auprès du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur ne pourra, de ce fait, prétendre ignorer les prestations et obligations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens.

Par le fait de soumissionner, chaque Entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au présent descriptif.

Dans le cas où les stipulations du descriptif ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'Entrepreneur se devra d'envisager la solution la plus onéreuse. De ce fait, il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur le descriptif d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire.

Enfin, il est précisé que l'Entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

L'Entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il devra mettre en oeuvre ses ouvrages, car le fait d'avoir exécuté ses travaux constituera une acceptation sans réserve de ceux-ci.

L'entrepreneur prendra possession du terrain dans l'état où il se trouve et reconnaîtra l'avoir visité et s'être entouré de tous les renseignements le concernant et notamment l'importance des travaux, l'état et la largeur des voies d'accès et la nature du terrain en place, tant en surface qu'en profondeur.

L'Entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris connaissance des pièces générales et notamment CCAP et PGC.

Les travaux du présent lot ne pourront être entrepris que lorsque l'avancement du chantier permettra de protéger les éléments mis en œuvre contre les intempéries, notamment la pluie.

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES - INSTALLATION DE CHANTIER**2.1 INSTALLATION DU CHANTIER**

Installation du chantier comprenant tous les équipements nécessaires à la réalisation des travaux, la mise en place des baraquements de chantier, bureaux et locaux pour le personnel, aires de stockage ouvertes et fermées, ainsi que tous les branchements en eau, électricité et téléphone et évacuation des eaux pluviales et de ruissellement.

L'entreprise devra la mise en œuvre des dispositions d'Hygiène et Sécurité des prestations induites par le PGC (Plan Général de Coordination) joint au dossier d'appel d'offre, notamment :

- Installation d'hygiène de chantier comprenant :
 - réfectoire et vestiaires pour le nombre maximal d'ouvriers sur chantier,
 - sanitaires à raison d'un toilette WC pour 7 ouvriers au maximum, un lavabo avec eau chaude sanitaire pour 7 ouvriers au maximum, une douche pour 8 utilisateurs pendant toute la durée des travaux effectifs. Ces équipements seront raccordés gravitairement sur le réseau d'assainissement existant en limite de parcelle.
- un bungalow salle de réunion pouvant accueillir 15 personnes chauffés et rafraîchis pour la maîtrise d'œuvre et les réunions de chantier
- Les branchements provisoires de chantier (eau potable, électricité, téléphone, évacuation EU, évacuation EP, etc)
- La mise en place d'une armoire électrique de chantier extérieure sur chaque zone de travaux avec maintenance pendant toute la durée des travaux.
- La fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier/enseigne, comportant les coordonnées complètes des entreprises intervenantes et commercial de l'opération, le numéro du Permis de construire, le tout sur un format de 2.00 m * 1.00m, la liste des intervenants sur des bavettes individuelles de dimension 0.20 m * 1.00 m fixées sous le panneau principal avec éventuellement le logo commercial de chaque intervenant, selon les indications du Maître de l'Ouvrage;

L'entreprise devra les prestations suivantes :

- Entretien des abords/nettoyage
- Conservation en l'état des zones de cour conservées non touchées par les travaux
- Protection des cheminements empruntés par les ouvriers du chantier.
- Mise en place de bennes à déchets avec maintenance pour assurer le remplacement régulier des bennes pendant la durée effective des travaux. L'entreprise procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockage de chantier prévus à cet effet par le Maître d'œuvre et de leur chargement dans les bennes à gravats installées sur chantier.
- Le transport aux décharges publiques des déblais excédentaires et de tous les gravats provenant des travaux du lot,
- Les dispositifs de prévention de la diffusion des poussières générées par les travaux, etc
- Les nettoyages périodiques de la totalité du chantier,
- La conservation du panneau de chantier existant pendant toute la durée du chantier.
- L'ouverture et fermeture (à clef) journalière des portails du chantier.
- l'affichage réglementaire du chantier,
- Nettoyage général en fin de chantier de toutes les zones utilisées ou touchées par les travaux.
- Autorisations diverses

et d'une manière générale, toutes les prestations nécessaires pour satisfaire aux obligations imposées par le présent CCTP et les autres documents du marché.

Ces installations feront l'objet d'un plan d'organisation de chantier, établi par l'entrepreneur au cours de la période de préparation.

Le chauffage, le rafraîchissement l'éclairage et l'entretien de ces divers locaux est à la charge du présent corps d'état. Conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions du Coordonnateur SPS.

L'entreprise chiffrera ce poste au forfait.

Les consommations (eau, électricité) seront à la charge du présent lot.

2.2 CLOTURE DE CHANTIER

Les clôtures existantes en périphérie de chaque parcelle seront entièrement déposées.

L'Entreprise du présent lot, la fourniture et la mise en place d'une clôture de chantier de 2,00 m de hauteur environ.

Compris panneaux réglementaires d'interdiction d'accès, port du casque obligatoire, etc... Cette clôture sera conforme aux exigences des Services Municipaux de voirie.

L'entreprise devra la mise en place de 2 portails incorporés dans la clôture provisoire de chantier de 4,00 m de largeur minimum pour accès au chantier, compris dispositifs de condamnation anti effraction.

Les clôtures des zones de chantier seront constituées par une barrière en treillis soudées de type barrière HERAS ou équivalent, hauteur 2.00 m fixées sur des plots en béton solidement ancrée ou fondés dans le sol, suivant plan d'installation de chantier.

Le chantier devra être un lieu clos, l'entreprise sera responsable de la sécurité anti intrusion du chantier. L'entreprise devra en assurer l'entretien et les modifications nécessaires en fonction du déroulement du chantier.

Les prestations du présent lot comprennent également :

- l'entretien et le remaniement de la clôture de chantier,
- le paiement des taxes et droits de voirie pendant la durée de ses travaux si l'entreprise prévoit une occupation du domaine Public.
- la dépose et l'évacuation de la clôture à la fin des travaux.

Sur demande du Maître d'oeuvre, dépose et enlèvement de la clôture à la fin des travaux TCE.

Localisation

En périphérie des parcelles constituant l'assiette foncière de l'opération, suivant plans d'architecte.

2.3 CONSTATS DE COMMISSAIRE DE JUSTICE

Dans le cadre du présent lot, et avant toute intervention, l'entreprise fera établir un constat d'état des lieux des ouvrages et des voiries existantes aux abords directs du chantier avec photographies.

Ce constat sera effectué par un Commissaire de justice en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des représentants des propriétés mitoyennes et avoisinantes.

Un premier constat sera dressé avant toute intervention de l'entreprise.

Un second constat sur le même périmètre d'intervention sera dressé en fin de chantier.

Localisation

Pour constat de l'état des voiries et des ouvrages existants en mitoyenneté de l'assiette foncière du projet.

3 DESAMIANPAGE - PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) cité(s) aux paragraphes ci-dessous, avec les conventions suivantes :

- Lorsqu'un document (DTU, norme, etc.) est constitué de plusieurs parties ou comprend des compléments, modificatifs, amendements...seul est mentionné le nom générique du document ;
- La date mentionnée dans les documents renvoie à la dernière modification parue, qu'elle ait eu lieu dans le corps principal du document ou dans ses annexes.

3.1.1 TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- Code de l'Environnement
- Code de l'Urbanisme
- Circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Circulaire du 26 juin 2012 relative à la taxe générale sur les activités polluantes - Déchets contenant de l'amiante - Situation applicable au 1er juillet 2012
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

3.1.2 TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- Code de la Santé Publique
- Code du Travail
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du Code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifié fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- Circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis
- Circulaire n° 12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
- Arrêté du 7 août 2008 relatif à la gestion du risque lié au radon dans les lieux de travail
- Décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle
- Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail
- Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail
- Arrêté du 29 juin 1977 relatif à l'interdiction du flocage de revêtements à base d'amiante dans les locaux d'habitation
- Décret n° 78-394 du 20 mars 1978 modifié relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments
- Décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
- Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Circulaire conjointe n° 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

- Circulaire n° 2001-460 du 24 septembre 2001 relative à la mise en oeuvre des dispositions réglementaires relatives aux diagnostics des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante prévues par le décret 96-97 modifié du 7 février 1996
- Décret n° 2003-462 (Annexes) du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I,II et III du code de la santé publique - Annexes de la 1ère partie (extraits)
- Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- Arrêté du 22 février 2007 modifié définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

3.1.3 NORMES (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- NF X46-040 (février 2011) : Traitement du radon dans les immeubles bâtis - Référentiel de diagnostic technique relatif à la présence de radon dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-040)
- NF EN 12810-1 (septembre 2004) : Échafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 1 : spécifications de produits (Indice de classement : P93-500-1)
- NF EN 12811-1 (août 2004) : Équipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général (Indice de classement : P93-501-1)
- NF X46-020 (décembre 2008) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020)
- NF X46-021 (août 2010) : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-021)
- GA X46-034 (août 2009) : Guide d'application de la norme NF X 46-020:2008 pour la réalisation des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis dans le cadre de la mission vente (Indice de classement : X46-034)
- NF EN 12810-2 (septembre 2004) : Échafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 2 : méthodes particulières de calcul des structures (Indice de classement : P93-500-2)

3.1.4 GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES

- GS 7 : Procédés d'encapsulage des flocages fibreux à base d'amiante par imprégnation ou revêtement - Classes d'exposition aux chocs (Cahiers du CSTB, Cahier 3141, juin 1999)
- GS 7 : Traitement des flocages et calorifugeages fibreux à base d'amiante - Terminologie (Cahiers du CSTB, Cahier 3103, février 1999)
- Guide technique - Flocages à base d'amiante - Aide à la programmation et au choix des travaux, à destination des propriétaires et maîtres d'ouvrage (Cahiers du CSTB, Cahier 3223, mai 2000)
- GS 12 : Guides pour la rénovation des revêtements de sol - Modificatif 1 (Cahiers du CSTB, Cahier 3170, novembre 1999)

3.1.5 RECOMMANDATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

- Recommandation de la CNAM R 389 - Chariots automoteurs de manutention à conducteur porté (Moniteur du 10 novembre 2000)
- Recommandation de la CNAM R 390 - Utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules (Moniteur du 8 juin 2001)
- Recommandation de la CNAM R 407 - Sécurité lors des interventions sur machines, appareils ou installations (Moniteur du 13 août 2004)
- Recommandation de la CNAM R 408 - Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied (Moniteur du 10 juin 2004)

3.2 GÉNÉRALITÉS

L'Entrepreneur devra prendre connaissance des PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS et se reporter aux documents de référence pour la réalisation de ses ouvrages.

Il devra également prendre connaissance du rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition des ouvrages existants, du rapport de diagnostic de pollution des sols, joints au dossier de consultation.

D'autre part, en complément, il sera tenu compte des prescriptions qui vont suivre.

Les Entreprises faisant intervenir du personnel doivent justifier, au moment de la conclusion du contrat, de la régularité de leur situation au regard de la législation fiscale et sociale conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 et suivants du Code du travail en fournissant les documents mentionnés à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du même code.

3.3 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Il est spécifié que les dispositions du présent CCTP n'ont pas de caractère limitatif.

Les travaux de sa compétence doivent comporter tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet, y compris toutes les sujétions normalement prévisibles.

Il est bien spécifié qu'il suffit qu'un travail soit précisé ou décrit dans l'une des pièces énumérées au marché pour que l'Entrepreneur en doive l'exécution sans restriction ni réserve.

En conséquence, il ne pourra en aucun cas arguer des imprévus ou interprétations des plans ou du CCTP pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et sujétions qu'ils comporteront pour justifier une demande de supplément de prix.

3.4 ENVIRONNEMENT

Le titulaire veillera à prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des proximités suivantes :

- proximité avec les immeubles d'habitation alentours.
- proximité avec les ouvrages à proximité.
- proximité des chemins, rues, avenues, routes aux alentours.

3.5 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé s'être rendu compte sur place et s'être parfaitement renseigné, avant la remise des prix, de l'importance, de la disposition des lieux et de la nature des travaux à exécuter.

NOTA : Avant toute visite de reconnaissance du site nécessaire à la préparation de l'offre, l'Entreprise s'assurera auprès du Maître d'Ouvrage, du jour et des contraintes pour l'organisation de cette visite.

L'Entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont rattachées,
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Il aura en particulier pris parfaite connaissance des ouvrages en amiante ou contenant de l'amiante existants, notamment :

- leur accessibilité pour la réalisation des travaux,
- les travaux annexes et connexes nécessaires pour le traitement de ces ouvrages,
- la disposition des zones (ou locaux) en ce qui concerne les possibilités de confinement.

En résumé, l'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser

L'Entrepreneur ne pourra arguer d'aucune omission ou sujétion particulière imprévue pour tenter de revenir sur le prix global et forfaitaire de son marché (supplément de prix), ou à des prolongations de délais.

De plus, il devra avoir procédé ou fait procéder, à ses frais, à tous les sondages complémentaires et ne pourra se prévaloir de manquer d'éléments de travail tant pour l'étude de son prix que pour l'étude de la stabilité.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre identification de tous les déchets et l'évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre.

La visite des lieux est obligatoire.

Le titulaire devra contacter la personne responsable, dont les coordonnées figurent dans le dossier administratif.

3.6 VOIES PUBLIQUES ET PRIVÉES

L'Entrepreneur devra se renseigner auprès des services municipaux sur le cheminement d'accès au chantier pour ses camions et engins.

L'Entrepreneur sera responsable des dommages causés par ses engins et camions sur la voirie publique ou privée. Il prendra toutes précautions pour éviter dans la limite du possible, les chutes de pierres ou de matériaux sur les voies publiques ou privées empruntées par son matériel.

Il effectuera en permanence les nettoyages et ébouages nécessaires; la sortie du chantier sera matérialisée par des panneaux réglementaires conformes aux exigences des services municipaux et il aura à sa charge toutes redevances concernant l'occupation du domaine public, ainsi que toutes taxes de voirie, éclairage, signalisation, etc... .

Les roues des camions devront impérativement être nettoyées au jet avant de sortir du terrain, aucune trace de boue ne sera tolérée sur les chaussées.

Un arrosage constant sera assuré par l'Entreprise à ses frais lors de la démolition et du chargement des gravois, ceci afin d'éviter toute nuisance de poussière à l'environnement.

Les trottoirs seront interdits aux piétons, pendant les travaux, pour éviter tout accident par chute de matériaux sur la chaussée. Cette interdiction sera matérialisée par des grillages plastiques.

Les panneaux d'interdiction de stationnement devront être mis en place par l'Entreprise la veille du démarrage de l'opération (les panneaux seront scellés dans la chaussée, l'utilisation de panneaux mobiles étant proscrite).

Après exécution des travaux de démolitions, l'Entrepreneur devra la remise en état de la voirie qu'il aurait pu détériorer du fait de ses travaux et du passage de ses camions et engins.

Il devra également fournir un plan de circulation présentant l'ensemble des trajets nécessaires à l'approvisionnement du chantier et à l'évacuation des déchets en fonction des filières retenues.

Il devra obtenir l'accord de la Ville et s'adapter sans remise en cause à toutes les modifications demandées par cette dernière en fonction des contraintes qui pourraient survenir.

3.7 RIVERAINS

L'Entreprise adjudicataire est tenue de prendre à sa charge tous les désordres pouvant être subis par les riverains du fait de ses travaux :

- occupation temporaire.
- remise en état des clôtures.
- privation de jouissance.
- désordres causés aux constructions voisines.

Dès son intervention sur le chantier l'Entrepreneur aura à sa charge la protection efficace et durable de tous les ouvrages existants sur les terrains avoisinants.

L'Entrepreneur est responsable de tous recours des propriétaires riverains, publics ou privés, des troubles apportés à la tenue des ouvrages voisins, ainsi que des dommages de toute nature qui pourraient résulter du fait de ses travaux. Il doit être titulaire d'une police d'assurance le couvrant pour les dommages causés aux existants et aux avoisinants.

L'Entrepreneur devra tenir compte dans ses prix de toutes les sujétions d'étalement et de tous travaux nécessaires à la sauvegarde des constructions voisines et des voiries bordant le chantier.

Il devra faire établir à ses frais, chaque fois que cela sera nécessaire, tout constat d'huissier complémentaire pendant la durée de l'exécution de ses travaux.

3.8 PROTECTION D'ARBRES

L'Entrepreneur du présent lot devra prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas détériorer les arbres existants à conserver pendant l'exécution des travaux.

Il devra en particulier l'exécution des gainages de protection au pourtour des troncs.

3.9 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'Entrepreneur est tenu, avant tout commencement d'exécution et à sa diligence, risques, périls et frais, de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur (D.I.C.T., occupation du Domaine public, voirie, etc....).

Un mois avant le début des travaux, l'itinéraire emprunté par les camions évacuant les déblais (compris point de décharge) devra être indiqué au Service Technique "Voirie" de la Ville de Draguignan.

3.10 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE DÉPOSE DES MATÉRIAUX AMIANTES

La dépose, le conditionnement, le stockage et l'enlèvement des éléments de construction comprenant de l'amiante devront être effectués, dans le cadre du marché, selon les procédures réglementaires en vigueur.

L'Entrepreneur devra prendre connaissance :

- des rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti, conformes à la Norme NF X 46-020, établi par la Société LEI, 42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX et joints au dossier de consultation.

- des rapports de repérage du plomb avant travaux, conformes à la Norme NF X 46-035 de juin 2021 et NF X 46-301 d'avril 2021, établi par la Société LEI, 42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX et joints au dossier de consultation.
- des rapports de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment établi par la Société LEI, 42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX et joints au dossier de consultation.

L'Entrepreneur concerné devra notamment tenir compte des textes officiels suivants :

AMIANTE

Code du Travail : LIVRE IV : TITRE Ier : Chapitre II : Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante

Sous-section 1 Champ d'application et définitions (Articles R4412-94 à R4412-96)

Sous-section 2 Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante

Evaluation initiale des risques (Articles R4412-97 à R4412-99)

Valeur limite d'exposition professionnelle (Articles R4412-100 à R4412-102)

Conditions de mesurage des empoussièrtements et de contrôle de la valeur limite d'exposition Professionnelle (Articles R4412-104 à R4412-106)

Principes et moyens de prévention (Articles R4412-107 à R4412-115)

Information et formation des travailleurs (Articles R4412-116 à R4412-117)

Organisation du travail (Articles R4412-118 à R4412-119)

Suivi de l'exposition (Article R4412-120)

Traitement des déchets (Articles R4412-121 à R4412-123)

Protection de l'environnement du chantier (Article R4412-124)

Sous-section 3 Dispositions spécifiques aux activités de confinement et de retrait d'amiante

Champ d'application (Article R4412-125)

Evaluation des risques et mesurage des empoussièrtements (Articles R4412-126 à R4412-128)

Certification des entreprises (Articles R4412-130 à R4412-132)

Plan de démolition, de retrait, de confinement (Articles R4412-133 à R4412-138)

Dispositions applicables en fin de travaux (Articles R4412-139 à R4412-140)

Formation (Articles R4412-141 à R4412-143)

3.11 GESTION DES DÉCHETS

L'élimination des déchets devra se conformer aux orientations de la circulaire du 9 janvier 1997 relative à "l'élimination des déchets d'amiante ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des Travaux Publics".

De façon générale, ces déchets et produits doivent être manipulés et transportés avec toutes les précautions permettant de les conserver dans leur intégrité et d'éviter la formation de débris et d'éléments fins susceptibles de libérer des fibres lors des différentes manipulations.

De plus, quel que soit le conditionnement choisi, il devra faire figurer l'étiquetage "amiante" imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988, modifié, relatif aux produits contenant de l'amiante.

Un registre de suivi des colis sera tenu par le titulaire.

Déchets peu émissifs

Les déchets peu émissifs (amiante-ciment non dégradé, bitumes comportant de l'amiante,...) seront conditionnés soit sur palette doublement filmée, soit dans une double enveloppe étanche qui sera elle-même placée dans un grand récipient pour vrac (GRV).

Ces déchets seront ensuite stockés provisoirement dans une aire balisée et signalée dans l'enceinte du chantier avec étiquetage "amiante" réglementaire.

Autres déchets

Les déchets issus de la dépose des matériaux amiantés du type calorifugeages, colles, joints et mastics, peintures ou enduits, résidus, débris... et les déchets issus du nettoyage et les déchets de matériels et d'équipements seront conditionnés comme les déchets issus des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages dans le bâtiment (circulaire n° 96-60 du 19.07.96).

Ils seront ainsi placés dans une double enveloppe étanche qui sera elle-même placée dans un grand récipient pour vrac (GRV).

Le titulaire devra la fourniture des CAP pour les déchets amiantés avant tout démarrage des travaux.

Le suivi des déchets devra être assuré par l'émission d'un BSDA.

La totalité des produits contenant de l'amiante à traiter sera évacuées hors des bâtiments et hors de la zone de stockage temporaire de façon périodique afin de ne pas avoir des quantités trop importantes de déchets.

Le bordereau de suivi des déchets (BSDA) complété par le C.E.T. sera adressé au Maître d'Ouvrage.

3.12 SÉCURITÉ

Protections collectives et protections individuelles

Il est rappelé que les mesures de prévention à mettre en oeuvre seront fonction de l'analyse des risques et donc du niveau d'empoussièrement (E) au sens du décret du 4 mai 2012 :

Après le 1er juillet 2015

Niveau 1 $E < 10 \text{ f/l}$

Niveau 2 $10 \text{ f/l} \leq E < 600 \text{ f/l}$

Niveau 3 $600 \leq E < 2\,500 \text{ f/l}$

Les protections devront être adaptées par le titulaire en fonction de son analyse des risques et des résultats des chantier-tests et selon les recommandations de l'arrête du 8 avril 2013.

Les protections nécessaires destinées à assurer la sécurité du personnel, selon le décret du 04 mai 2012 et les arrêtés du 07 mars et 08 avril 2013, sont comprises dans le prix.

L'Entreprise se référera au Plan Général de Coordination "Sécurité-Santé" et aux mesures conservatoires en matière de sécurité et de protection collective en faveur du personnel travaillant sur le site de l'opération pendant le déroulement des travaux de démolitions.

Les travaux seront réalisés en accord avec le Coordonnateur de sécurité de l'opération, y compris toutes sujétions.

3.13 PANNEAU PERMIS DE DÉMOLIR

L'Entrepreneur du présent lot devra la fourniture et l'affichage par tous moyens appropriés du panneau Permis de Démolir.

Ce panneau sera conforme à la réglementation en vigueur et comportera tous les renseignements nécessaires suivant les directives du Maître d'oeuvre.

3.14 PHASAGE D'INTERVENTION

L'Entrepreneur précisera, dans son offre, le planning prévisionnel de réalisation des travaux, prenant notamment en compte :

PHASE DESAMIANPAGE :

- 1) Etablissement du plan de retrait
- 2) Délai de validation par les autorités compétentes
- 3) Installation générale de chantier spécifique aux travaux de désamiantage (base de vie, balisage de chantier, électricité, chaîne d'air), y compris amenée du matériel et zone de stockage des déchets
- 4) Travaux préparatoires intérieurs : confinement par polyane double-peau des sols, murs et plafonds, confinement des cages d'escaliers et ouvrants, création des sas à compartiments, mise en place des extracteurs, réalisation des tests de fumée (1 par zone)
- 5) Désamiantage à l'intérieur des bâtiments
- 6) Traitement des matériaux amiantés
- 8) Amenée et repliement de chantier
- 9) Chargement, transport et traitement des déchets en CET de Classes 1 et 2, y compris émission des BSDA
- 10) Analyses contrôles réglementaires selon décret n°2012-639

PHASE DEMOLITIONS :

- 1) Phases de préparation :
 - établissement DICT
 - préparation de chantier
 - repérage des réseaux existants traversant la parcelle
 - repérage des réseaux existants proches ou intégrés
 - visite des lieux de déconstruction
 - méthodologie de démolition
 - coupure des réseaux
 - gardiennage de chantier
- 2) Phases de travaux :
 - travaux préparatoires ou préalables, s'il y a lieu
 - enlèvement de tous les mobiliers, objets, matériels et équipements divers pouvant subsister à l'intérieur des constructions
 - protections diverses, si nécessaires
 - travaux de purge et de curage des équipements et ouvrages non structurels et non dissociés de la structure
 - travaux de démolition en infrastructure et en superstructure

3.15 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

Le présent lot devra toutes les installations de chantier nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Avant tout commencement de travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter que des passants ou des personnes étrangères au chantier ne soient mises en danger par ses travaux.

Il devra également prendre toutes mesures de sécurité propres à éviter les accidents sur le chantier y compris palissades et barrières de protections permettant d'isoler efficacement les zones de travaux, panneaux d'interdiction d'approche ou d'accès du chantier, etc....

Toutes les mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires applicables aux travaux de désamiantage devront impérativement être respectées.

L'Entrepreneur sera responsable des conséquences que pourrait entraîner sa négligence à cet égard ainsi que des dommages et poursuites pouvant en résulter.

L'Entrepreneur devra effectuer toutes démarches, déclarations d'intention et de commencement de travaux [DICT] auprès des services concessionnaires concernés pour assurer la coupure des différents réseaux EAU, GAZ, ELECTRICITE, TELEPHONE.

Les consommations d'eau et d'électricité à usage du présent lot, pendant toute la durée de ses travaux ainsi que l'installation des compteurs divisionnaires d'eau et d'électricité en accord avec le Maître d'Ouvrage seront prévus, au présent lot (compris installation d'un robinet de puisage suivant emplacement à définir en accord avec le Maître d'oeuvre).

3.15.1 Élimination des déchets amiantifères

La circulaire du Ministère de l'Environnement du 9 janvier 1997 précise les règles à respecter pour l'élimination des déchets d'amiante-ciment.

3.15.2 Catégories de déchets

Les déchets d'amiante-ciment provenant du démantèlement du bâtiment se rangent en 3 catégories :

- Les déchets de matériaux : plaques ondulées, produits plans, plaques de support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, tuyaux, gaines, etc...
- Les déchets de matériels et d'équipements : EPI jetable, fibres de dépoussiéreurs....
- Les déchets issus du nettoyage : débris et poussières

3.15.3 Conditionnement et étiquetage

Les déchets relevant de la première catégorie mentionnée ci-dessus seront dans toute la mesure du possible palettisés (produits de couverture, produits plans) ou mis en racks (tuyaux, gaines).

Les éléments en vrac (à l'exclusion des débris et des poussières) seront déposés dans des bennes recevant uniquement des déchets amiante-ciment.

Ces déchets devront être conditionnés de façon à pouvoir être immédiatement identifiés lors de l'arrivée sur l'installation de stockage.

On utilisera un Grand Récipient pour Vrac (GRV), transparent, s'adaptant à la forme de la benne ou tout autre moyen équivalent.

Les déchets de matériels et d'équipements et les déchets issus du nettoyage doivent être conditionnés comme les déchets issus des opérations de déflocage (Circulaire du Ministère de l'Environnement du 19 juillet 1996) : double sac étanche qui sera lui-même déposé dans un GRV.

Quel que soit le moyen de conditionnement retenu, il sera étiqueté conformément aux dispositions du décret n° 88.466 modifié par le décret n° 96.1133 relatif à l'interdiction de l'amiante.

3.15.4 Caractéristiques de l'étiquetage ou du marquage

L'étiquetage ou le marquage doit avoir au moins 5 cm de hauteur (H) et 2,5 cm de large. Il est divisé en 2 parties :

La partie supérieure (40 p. 100 H) comporte la lettre a en blanc sur fond noir,

La partie inférieure (60 p. 100 H) comporte le libellé type en noir et/ou blanc sur fond rouge et clairement lisible.

Lorsque le marquage est effectué par impression directe sur le produit, une seule couleur contrastante avec celle du fond est suffisante.

3.15.5 Transport

Les déchets d'amiante-ciment conditionnés en palettes ou en racks et les petits éléments (à l'exclusion des débris et des poussières) doivent être transportés en camion bâché de façon à éviter l'envoi éventuel de fibres. Un bordereau de suivi des déchets amiante doit accompagner le chargement (Circulaire du 9 janvier 1997).

Les déchets de matériels et d'équipements ainsi que les déchets issus du nettoyage sont régis par l'arrêté du 17 octobre 1977, par le règlement européen relatif aux transports internationaux de marchandises dangereuses par route

du 5 décembre 1996 (ADR), et par les textes relatifs au transport des déchets générateurs de nuisance, qui prévoient notamment :

- Le conditionnement des déchets en sacs étanches,
- Un mode de transport évitant l'émission de poussières,
- Le nettoyage des véhicules servant au transport des déchets,
- La signalisation et l'équipement des véhicules,
- Une déclaration de chargement et un document de transport,
- Un bordereau de suivi des déchets (BSDA) complétée par le C.E.T.

3.15.6 Élimination

DECHETS DE MATERIAUX PALETTISES, EN RACKS OU EN VRAC

. La circulaire du Ministère de l'Environnement du 9 janvier 1997 précise que ces déchets peuvent être stockés dans :

- * les installations de stockage de classe 3 qui répondent aux exigences de la circulaire et qui, dans l'attente de leur intégration dans la nomenclature des installations classées de traitement des déchets, ont obtenu une autorisation municipale pour recevoir les déchets d'amiante.
- * les installations de stockage de classe 2 qui répondent aux exigences de la circulaire et qui ont obtenu une autorisation préfectorale pour recevoir les déchets d'amiante.
- * les installations de stockage de classe 1 qui acceptent les déchets industriels spéciaux.

DECHETS DE MATERIELS ET D'EQUIPEMENTS ET DECHETS ISSUS DU NETTOYAGE

. Ils doivent suivre les filières d'élimination prévues pour les déchets provenant des opérations de déflocage : installations de stockage de classe 1 ou vitrification.

3.15.7 Réserves & investigations complémentaires

. Le rapport de repérage annexé au marché comporte des réserves sur des parties de locaux non visitées ou non accessibles.

. Le marché du titulaire comprend l'aide logistique au diagnostiqueur pour la réalisation des investigations complémentaires, le cas échéant :

- enlèvement des encombrants,
- fourniture de moyens d'accès (échelle, échafaudage...),
- déposes d'éléments divers (faux-plafonds, murage parpaings...),
- ouverture d'équipements techniques Hors Service (armoires électriques, brides, échangeurs, brûleurs, freins d'ascenseurs...) Etc....

. Dans le cas où le titulaire suspecterait la présence de matériaux pouvant contenir de l'amiante dans les locaux à traiter, non recensés par les rapports de repérage, il devra suspendre tous travaux sur les matériaux suspects et en faire immédiatement mention au Maître d'Ouvrage, au Maître d'oeuvre, et au CSPS.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES - DÉSAMIANTAGE

L'ensemble des travaux sera conforme aux prescriptions émises dans les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante établis par le BET LEI, 42 avenue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX, joints au Dossier de Consultation des Entreprises, dont les références sont les suivantes :

- DA-250153-001-DEM-DG02 Amiante
- DA-250153-002-DEM-DG02 Amiante
- DA-250153-003-DEM-DG03 Amiante
- DA-250153-004-DEM-DG02 Amiante
- DA-250153-005-ENR-DG01 Amiante enrobés
- DA-250153-005-HAP-DG01 Amiante enrobés

4.1 PLAN DE RETRAIT

L'Entreprise concernée devra établir un plan de retrait des matériaux amiantés "Art. R. 4412-133.

Du Code du travail - En fonction de l'évaluation des risques, l'employeur établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation qui est tenu à disposition sur le lieu des travaux".

Le contenu du plan de retrait devra être conforme à l'article R 4412-133 cité précédemment.

4.2 TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION AMIANTE

Dépose, conditionnement, stockage et enlèvement des éléments de construction comprenant de l'amiante dans le respect absolu de tous les textes réglementaires, circulaires, arrêtés et procédures en vigueur.

Le prix remis par l'Entrepreneur constituera un forfait et comprendra toutes les sujétions énumérées aux Prescriptions Particulières.

4.2.1 Méthodologies de dépose - Préconisations (liste non exhaustive)

Il est préconisé les séquences de travail suivantes. Il est entendu que les MCA pouvant être regroupés en zones communes de dépose le seront.

Le mode opératoire de dépose des matériaux amiantés sera laissé à l'appréciation du titulaire en fonction de son évaluation des risques, de ses moyens techniques, de son organisation et de l'envergure du chantier.

A ce titre, le candidat fournira à l'appui de son offre ses retours d'expérience d'empoussièrtements constatés sur des postes de travail similaires à ceux envisagés pour la présente opération.

Si nécessaire (dans le cas où le titulaire ne saurait justifier de retours d'expérience sur des MCA similaires), des chantiers-test seront menés suivant le protocole INRS.

Ces chantiers-test sont intégrés au forfait de rémunération du titulaire.

Il est entendu que l'offre du titulaire comprend tous les moyens d'accès et de manutention nécessaires (plenums, murs, plafonds, façades...) quelle que soit la méthodologie retenue.

4.2.2 Colles, carrelages, plinthes

La dépose des colles génère de forts pics de pollutions à l'amiante et des pollutions aux silices.

Pour limiter ces risques l'utilisation d'une machine fonctionnant à l'eau sera conseillée.

Dans le cas où le support est une cloison non porteuse, dépose de l'ensemble cloison + colles + carrelages pour limiter l'émission de poussières.

Sinon, dépose des carrelages contaminés sous atmosphère humide au marteau burin, perforateur pneumatique ou autre outil adapté.

Dépose des colles par ponçage, rabotage, avec rectifieuse manuelle sous atmosphère humide et avec un système d'aspiration à la source à très haute efficacité et à tête cyclonique, de type BLASTRAC™ ou équivalent.

Ramassage et conditionnement des déchets.

Aspiration THE et nettoyage à l'humide de la zone de travail.

Localisation

Maison 488 avenue de Verdun

- WC RDC et R+1, Cuisine RDC, Fosse extérieure

Maison 27 avenue Paul Arene

- Placard Dégagement/Chambre 1 au RDC

Maison 65 avenue Paul Arene

- WC2 RDC

Maison 35 Chemin des Collettes

- WC RDC, Chambre 1 et douche et colles plinthes Chambre 1 et douche, Réduit

4.2.3 Conduits en amiante-ciment

Pour ces matériaux, les outils à vitesse rapide (tronçonneuse, disqueuse...) sont proscrits.

Chaque fois que cela est possible, les conduits doivent être entourés dans un film polyane sur toutes les parties accessibles.

Pulvérisation d'un surfactant au droit des jonctions, des tranchants, des raccords et des scellements,

Démontage en évitant la casse, en désolidarisant les éléments au niveau des joints après avoir coupé ou dévissé les fixations,

Dépose manuelle propre et soignée des conduits par un déboitage ou un coulissage précautionneux de chaque longueur unitaire avec aspiration THE (Très Haute Efficacité) pour abattre les poussières à la source.

Quand la désolidarisation au niveau des joints est impossible, la découpe se fera manuellement sous aspiration THE, après humidification, en cassant avec précaution le pourtour des conduits.

En cas de bris accidentels d'un élément en amiante ciment, les débris seront pulvérisés d'un surfactant notamment au niveau de leur tranche, afin d'abattre les fibres éventuellement libérables. Tous les débris et poussières seront soigneusement récoltés par aspiration THE et chiffonnage à l'humide et conditionnés pour évacuation.

A chaque bris accidentel une phase de nettoyage soignée devra être exécutée avant la reprise du déroulement normal des travaux,

Ramassage et conditionnement des déchets sur une palette filmée (Les plaques sont filmées et emballées sous 2 peaux de polyane de 200 à 300 microns avec étiquetage réglementaire, puis descendues en pied de bâtiment pour un stockage provisoire ou dans une pièce préalablement désignée), ou en GRV.

Nettoyage fin par aspiration THE et chiffonnage à l'humide de la zone d'intervention.

Localisation

Maison 488 avenue de Verdun

- Cuisine, Séjour, Garage RDC et R+1, Extérieur en façade

Maison 27 avenue Paul Arene

- Conduit extérieur

Maison 65 avenue Paul Arene

- Conduit extérieur enterré

- Conduit intérieur garage

Maison 35 Chemin des Collettes

- Cellier RDC

4.2.4 Mastic entre vitrage et ouvrant

Mise en place des moyens d'accès / manutention sécurisés.

Démontage sans casse des éléments en amiante ciment par dévissage, déclouage ou découpe, enlèvement des baguettes.

En cas de bris accidentels d'un élément en amiante ciment, les débris seront pulvérisés d'un surfactant notamment au niveau de leur tranche, afin d'abattre les fibres éventuellement libérables. Tous les débris et poussières seront soigneusement récoltés par aspiration THE et chiffonnage à l'humide et conditionnés pour évacuation.

A chaque bris accidentel une phase de nettoyage soignée devra être exécutée avant la reprise du déroulement normal des travaux.

Ramassage et conditionnement des déchets sur une palette filmée (Les plaques sont filmées et emballées sous 2 peaux de polyane de 200 à 300 microns avec étiquetage réglementaire, puis descendues en pied de bâtiment pour un stockage provisoire ou dans une pièce préalablement désignée), ou en GRV.

Localisation

Maison 488 avenue de Verdun

- Mastic entre ouvrant et vitrage

4.2.5 Plaques bitumineuses

Démontage sans casse des éléments en amiante ciment par dévissage, déclouage ou découpe, enlèvement des baguettes.

En cas de bris accidentels d'un élément en amiante ciment, les débris seront pulvérisés d'un surfactant notamment au niveau de leur tranche, afin d'abattre les fibres éventuellement libérables. Tous les débris et poussières seront soigneusement récoltés par aspiration THE et chiffonnage à l'humide et conditionnés pour évacuation.

A chaque bris accidentel une phase de nettoyage soignée devra être exécutée avant la reprise du déroulement normal des travaux.

Ramassage et conditionnement des déchets sur une palette filmée (Les plaques sont filmées et emballées sous 2 peaux de polyane de 200 à 300 microns avec étiquetage réglementaire, puis descendues en pied de bâtiment pour un stockage provisoire ou dans une pièce préalablement désignée), ou en GRV.

Localisation

Maison 65 avenue Paul Arene

- Plaque bitumineuse à l'arrière des portes de placard coulissant de type KAZED

4.2.6 Plaques en amiante-ciment

Pour ces matériaux, les outils à vitesse rapide (tronçonneuse, disqueuse...) sont proscrits.

Chaque fois que cela est possible, les plaques doivent être entourées dans un film polyane sur toutes les parties accessibles.

Pulvérisation d'un surfactant au droit des jonctions, des tranchants, des raccords et des scellements,

Démontage en évitant la casse, en désolidarisant les éléments au niveau des joints après avoir coupé ou dévissé les fixations,

Dépose manuelle propre et soignée des conduits par un déboitage ou un coulissage précautionneux de chaque longueur unitaire avec aspiration THE (Très Haute Efficacité) pour abattre les poussières à la source.

Quand la désolidarisation au niveau des joints est impossible, la découpe se fera manuellement sous aspiration THE, après humidification, en cassant avec précaution le pourtour des conduits.

En cas de bris accidentels d'un élément en amiante ciment, les débris seront pulvérisés d'un surfactant notamment au niveau de leur tranche, afin d'abattre les fibres éventuellement libérables. Tous les débris et poussières seront soigneusement récoltés par aspiration THE et chiffonnage à l'humide et conditionnés pour évacuation.

A chaque bris accidentel une phase de nettoyage soignée devra être exécutée avant la reprise du déroulement normal des travaux,

Ramassage et conditionnement des déchets sur une palette filmée (Les plaques sont filmées et emballées sous 2 peaux de polyane de 200 à 300 microns avec étiquetage réglementaire, puis descendues en pied de bâtiment pour un stockage provisoire ou dans une pièce préalablement désignée), ou en GRV.

Nettoyage fin par aspiration THE et chiffonnage à l'humide de la zone d'intervention.

Localisation

Maison au 65 avenue Paul Arene

- Plaques sous tuiles en fibres ciment

4.2.7 Calorifugeages amiantés

Les protections de calorifuges poreuses devront être considérées comme polluées.

Seules les tôles pourront faire l'objet de décontamination.

Surfactage abondant des calorifuges avec un produit de type FOSTER™ ou équivalent,

Nébulisation préalable pour sédimentation des fibres en suspension.

Mise en place d'un polyane type "glovebag" (sac à manches) éventuellement mis en dépression avec un aspirateur THE afin de limiter l'empoussièrement au niveau de l'opérateur,

Grattage manuel pour la dépose des calorifugeages amiantés, et utilisation d'une brosse métallique pour les travaux de nettoyage fin.

Ramassage et conditionnement des déchets en GRV,

Nettoyage fin par aspiration THE et chiffonnage à l'humide des tuyauteries et de la zone d'intervention.

Localisation

Maison au 65 avenue Paul Arene

- Isolation en combles

4.3 MESURES DE RESTITUTION FIN DE CHANTIER**4.3.1 Documents à fournir**

. Les épreuves à fournir concernent la métrologie du chantier de retrait de l'amiante (liste non exhaustive) :

- amiante : rapports de toutes les analyses META en zone, en sas, sur opérateur, environnementales,
- amiante : rapports de toutes les analyses sur effluents,
- amiante : rapports de toutes les analyses META de 1ère restitution,

4.3.2 Documents à fournir après exécution

- . Les documents à fournir après exécution concernent :
- les volets retours des BSDA,
 - les volets retours des BSDD,
 - le registre des déchets,
 - le Dossier de Fin de Chantier.

5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES - DÉMOLITIONS

5.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) cité(s) aux paragraphes ci-dessous, avec les conventions suivantes :

- Lorsqu'un document (DTU, norme, etc.) est constitué de plusieurs parties ou comprend des compléments, modificatifs, amendements...seul est mentionné le nom générique du document ;
- La date mentionnée dans les documents renvoie à la dernière modification parue, qu'elle ait eu lieu dans le corps principal du document ou dans ses annexes.

5.1.1 EUROCODES ET DIRECTIVES EUROPEENNES

- NF EN 1998-1 (septembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments + Amendement A1 (mai 2013) (Indice de classement : P06-030-1)
- NF EN 1990 (mars 2003) : Eurocodes structuraux - Bases de calcul des structures (Indice de classement : P06-100-1)
- NF EN 1991-1-1 (mars 2003) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-1 : Actions générales - Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments (Indice de classement : P06-111-1)
- NF EN 1992-1-1 (octobre 2005) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 1-1 : Règles générales et règles pour les bâtiments (Indice de classement : P18-711-1)
- NF EN 1994-1-1 (juin 2005) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 1-1 : Règles générales et règles pour les bâtiments (Indice de classement : P22-411-1)
- NF P06-111-2 (juin 2004) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments - Partie 2 : Annexe nationale à la NF EN 1991-1-1 + Amendement A1 (mars 2009) (Indice de classement : P06-111-2)
- NF EN 1992-1-1/NA (mars 2007) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 1-1 : Règles générales et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1992-1-1 (Indice de classement : P18-711-1/NA)
- NF EN 1994-1-1/NA (avril 2007) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 1-1 : Règles générales et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1994-1-1 (Indice de classement : P22-411-1/NA)
- NF EN 1990/A1 (juillet 2006) : Eurocode - Bases de calcul des structures - Amendement A1 (Indice de classement : P06-100-1/A1)
- NF EN 1990/A1/NA (décembre 2007) : Eurocode - Bases de calcul des structures - Annexe nationale à la NF EN 1990/A1 (Indice de classement : P06-100-1/A1/NA)
- NF EN 1991-1-2 (juillet 2003) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-2 : Actions générales - Actions sur les structures exposées au feu (Indice de classement : P06-112-1)
- NF EN 1991-1-2/NA (février 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-2 : Actions générales - Actions sur les structures exposées au feu - Annexe nationale à la NF EN 1991-1-2 (Indice de classement : P06-112-2/NA)
- NF EN 1991-1-3 (avril 2004) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-3 : Actions générales - Charges de neige (Indice de classement : P06-113-1)
- NF EN 1991-1-3/NA (mai 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-3 : Actions générales - Charges de neige - Annexe nationale à la NF EN 1991-1-3 + Amendement A1 (juillet 2011) (Indice de classement : P06-113-1/NA)
- NF EN 1991-1-4 (novembre 2005) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-4 : Actions générales - Actions du vent + Amendement A1 (octobre 2010) (Indice de classement : P06-114-1)
- NF EN 1991-1-4/NA (mars 2008) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-4 : Actions générales - Actions du vent - Annexe nationale à la NF EN 1991-1-4 + Amendement A1 (juillet 2011) + Amendement A2 (septembre 2012) (Indice de classement : P06-114-1/NA)
- NF EN 1991-1-5 (mai 2004) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-5 : Actions générales - Actions thermiques (Indice de classement : P06-115-1)
- NF EN 1991-1-5/NA (février 2008) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Parties 1-5 : Actions générales - Actions thermiques - Annexe nationale à la NF EN 1991-1-5 (Indice de classement : P06-115-1/NA)
- NF EN 1991-1-6 (novembre 2005) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution (Indice de classement : P06-116-1)
- NF EN 1991-1-6/NA (mars 2009) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution - Annexe nationale de la NF EN 1991-1-6 (Indice de classement : P06-116-1/NA)

- NF EN 1991-1-7 (février 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-7 : Actions générales - Actions accidentelles (Indice de classement : P06-117)
- NF EN 1991-1-7/NA (septembre 2008) : Eurocode 1 : Actions sur les structures - Parties 1-7 : Actions générales - Actions accidentelles - Annexe nationale à la NF EN 1991-1-7 (Indice de classement : P06-117/NA)
- NF EN 1991-2 (mars 2004) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 2 : Actions sur les ponts, dues au trafic (Indice de classement : P06-120-1)
- NF EN 1991-2/NA (mars 2008) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 2 : Actions sur les ponts, dues au trafic - Annexe nationale à la NF EN 1991-2 (Indice de classement : P06-120-1/NA)
- NF EN 1991-3 (avril 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 3 : Actions induites par les appareils de levage et les machines (Indice de classement : P06-130)
- NF EN 1991-3/NA (janvier 2010) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 3 : actions induites par les appareils de levage et les machines - Annexe nationale à la NF EN 1991-3 (Indice de classement : P06-130/NA)
- NF EN 1991-4 (mai 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 4 : Silos et réservoirs (Indice de classement : P06-140)
- NF EN 1991-4/NA (novembre 2007) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 4 : Silos et réservoirs - Annexe nationale à la NF EN 1991-4 (Indice de classement : P06-140/NA)
- NF EN 1992-1-2 (octobre 2005) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu (Indice de classement : P18-712-1)
- NF EN 1992-1-2/NA (octobre 2007) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu - Annexe nationale à la NF EN 1992-1-2 (Indice de classement : P18-712-1/NA)
- NF EN 1992-2 (mai 2006) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 2 : Ponts en béton - Calcul des dispositions constructives (Indice de classement : P18-720-1)
- NF EN 1992-2/NA (avril 2007) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 2 : Ponts en béton - Calcul et dispositions constructives - Annexe nationale à la NF EN 1992-2 (Indice de classement : P18-720-1/NA)
- NF EN 1992-3 (décembre 2006) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 3 : Silos et réservoirs (Indice de classement : P18-730)
- NF EN 1992-3/NA (juillet 2008) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Partie 3 : Silos et réservoirs - Annexe nationale à la NF EN 1992-3 (Indice de classement : P18-730/NA)
- NF EN 1994-1-2 (février 2006) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu (Indice de classement : P22-412-1)
- NF EN 1994-1-2/NA (octobre 2007) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu - Annexe nationale à la NF EN 1994-1-2 (Indice de classement : P22-412-2)
- NF EN 1994-2 (février 2006) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 2 : Règles générales et règles pour les ponts (Indice de classement : P22-420-1)
- NF EN 1994-2/NA (mai 2007) : Eurocode 4 - Calcul des structures mixtes acier-béton - Partie 2 : Règles générales et règles pour les ponts - Annexe nationale à la NF EN 1994-2 (Indice de classement : P22-420-1/NA)
- NF EN 1996-1-2 (septembre 2006) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu (Indice de classement : P10-612-1)
- NF EN 1996-1-2/NA (septembre 2008) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 1-2 : Règles générales - Calcul du comportement au feu - Annexe nationale à la NF EN 1996-1-2 (Indice de classement : P10-612-1/NA)
- NF EN 1996-2 (juin 2006) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 2 : Conception, choix des matériaux et mise en oeuvre des maçonneries (Indice de classement : P10-620)
- NF EN 1996-2/NA (décembre 2007) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 2 : Conception, choix des matériaux et mise en oeuvre des maçonneries - Annexe nationale à la NF EN 1996-2 (Indice de classement : P10-620/NA)
- NF EN 1996-3 (juin 2006) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 3 : Méthodes de calcul simplifiées pour les ouvrages de maçonnerie non armée (Indice de classement : P10-630)
- NF EN 1996-3/NA (décembre 2009) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 3 : méthodes de calcul simplifiées pour les ouvrages de maçonnerie non armée - Annexe nationale à la NF EN 1996-3 (Indice de classement : P10-630/NA)
- NF EN 1998-2 (décembre 2006) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 2 : Ponts + Amendement A1 (septembre 2012) + Amendement A2 (septembre 2012) (Indice de classement : P06-032)
- NF EN 1998-3 (décembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments (Indice de classement : P06-033-1)
- NF EN 1998-3/NA (janvier 2008) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-3 (Indice de classement : P06-033-1/NA)
- NF EN 1998-4 (mars 2007) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 4 : Silos, réservoirs et canalisations (Indice de classement : P06-034)
- NF EN 1998-4/NA (janvier 2008) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 4 : Silos, réservoirs et canalisations - Annexe nationale à la NF EN 1998-4 (Indice de classement : P06-034/NA)

- NF EN 1998-5 (septembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques (Indice de classement : P06-035-1)
- NF EN 1998-5/NA (octobre 2007) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques - Annexe nationale à la NF EN 1998-5 (Indice de classement : P06-035-1/NA)
- NF EN 1998-6 (décembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 6 : Tours, mâts et cheminées (Indice de classement : P06-036-1)
- NF EN 1998-6/NA (octobre 2007) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 6 : Tours, mâts et cheminées - Annexe nationale à la NF EN 1998-6 (Indice de classement : P06-036-1/NA)
- NF EN 1996-1-1+A1 (mars 2013) : Eurocode 6 - Calcul des ouvrages en maçonnerie - Partie 1-1 : règles générales pour ouvrages en maçonnerie armée et non armée (Indice de classement : P10-611-1)
- NF EN 1998-1/NA (décembre 2013) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-1 (Indice de classement : P06-030-1/NA)
- NF EN 1998-2/NA (avril 2013) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 2 : ponts - Annexe nationale à la NF EN 1998-2:2006 (Indice de classement : P06-032/NA)
- FD P18-717 (décembre 2013) : Eurocode 2 - Calcul des structures en béton - Guide d'application des normes NF EN 1992 (Indice de classement : P18-717)
- Arrêté du 25 avril 2014 portant diverses dispositions relatives aux installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000 fixant par catégorie d'installations les limites de puissance des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité

5.1.2 TEXTES LEGISLATIFS (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)

- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine)
- Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »

5.1.3 TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- Code de l'Environnement
- Code de l'Urbanisme
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux
- Arrêté du 28 octobre 2010 modifié relatif aux installations de stockage de déchets inertes
- Circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Circulaire du 20 décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes
- Circulaire du 20 décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes
- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels
- Arrêté du 30 juin 2012 portant approbation de prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement

5.1.4 TEXTES LEGISLATIFS (SECURITE INCENDIE)

- Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement

5.1.5 TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- Code de la Santé Publique
- Code du Travail
- Circulaire du 9 août 1978 modifiée relative à la révision du règlement sanitaire départemental type (RSDT)
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du Code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifié fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- Circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil

- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis
- Circulaire n° 12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
- Arrêté du 7 août 2008 relatif à la gestion du risque lié au radon dans les lieux de travail
- Décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle
- Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail
- Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail
- Circulaire du 17 juillet 1973 modifiée relative à la définition des dépôts distincts
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
- Circulaire n° 2001-460 du 24 septembre 2001 relative à la mise en oeuvre des dispositions réglementaires relatives aux diagnostics des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante prévues par le décret 96-97 modifié du 7 février 1996
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique

5.1.6 NORMES (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)

- NF ISO 15392 (décembre 2008) : Développement durable dans la construction - Principes généraux (Indice de classement : P01-051)
- NF P03-700 (décembre 2002) : Bâtiment - Marchés privés - Qualité des services associés aux prestations de travaux de bâtiment dans les marchés privés (Indice de classement : P03-700)
- P06-007 (septembre 1988) : Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (Indice de classement : P06-007)
- X02-004 (août 1994) : Normes fondamentales - Noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI) (Indice de classement : X02-004)
- NF P02-001 (septembre 1985) : Dessins d'architecture, de bâtiment et de génie civil - Principes généraux - Principes de représentation (Indice de classement : P02-001)
- NF EN ISO 9431 (octobre 1999) : Dessins de construction - Zones réservées au dessin et au texte, et cartouches d'inscription sur les feuilles de dessin (Indice de classement : P02-003)
- NF P02-005 (juin 1986) : Dessins d'architecture, de bâtiment et de génie civil - Cotation (Indice de classement : P02-005)
- NF P02-006 (juin 1986) : Dessins d'architecture, de bâtiment et de génie civil - Formats et pliage (Indice de classement : P02-006)
- NF EN ISO 7518 (octobre 1999) : Dessins techniques - Dessins de construction - Représentation simplifiée de démolition et de reconstruction (Indice de classement : P02-020)

5.1.7 NORMES (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)

- NF S70-003-1 (juillet 2012) : Travaux à proximité de réseaux - Partie 1 : prévention des dommages et de leurs conséquences (Indice de classement : S70-003-1)
- NF S70-003-2 (décembre 2012) : Travaux à proximité de réseaux - Partie 2 : techniques de détection sans fouille (Indice de classement : S70-003-2)
- NF S70-003-2 (décembre 2012) : Travaux à proximité de réseaux - Partie 2 : techniques de détection sans fouille (Indice de classement : S70-003-2)
- NF EN 206-1/CN (décembre 2012) : Béton - Partie 1 : spécification, performance, production et conformité - Complément national à la norme NF EN 206-1 (Indice de classement : P18-325-1/CN)

5.1.8 NORMES (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- NF S70-003-3 (mai 2014) : Travaux à proximité des réseaux - Partie 3 : géoréférencement des ouvrages (Indice de classement : S70-003-3)

5.1.9 NORMES (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- NF EN 795 (septembre 1996) : Protection contre les chutes de hauteur - Dispositifs d'ancrage - Exigences et essais + Amendement A1 (décembre 2000) (Indice de classement : S71-513)
- NF P93-322 (décembre 1994) : Equipement de chantier - Poutrelles industrialisées pour l'étalement et le coffrage (Indice de classement : P93-322)
- NF EN 12810-1 (septembre 2004) : Échafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 1 : spécifications de produits (Indice de classement : P93-500-1)
- NF EN 12811-1 (août 2004) : Équipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général (Indice de classement : P93-501-1)
- NF EN 12812 (décembre 2008) : Étaisements - Exigences de performance et méthodes de conception et calculs (Indice de classement : P93-502)
- NF EN 12810-2 (septembre 2004) : Échafaudages de façade à composants préfabriqués - Partie 2 : méthodes particulières de calcul des structures (Indice de classement : P93-500-2)

5.1.10 GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES

- Guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux (juin 2012)

5.1.11 RECOMMANDATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

- Recommandation de la CNAM R 372 modifiée - Conduite en sécurité des engins de chantier (Moniteur du 25 février 2000)
- Recommandation de la CNAM R 389 - Chariots automoteurs de manutention à conducteur porté (Moniteur du 10 novembre 2000)
- Recommandation de la CNAM R 390 - Utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules (Moniteur du 8 juin 2001)
- Recommandation de la CNAM R 407 - Sécurité lors des interventions sur machines, appareils ou installations (Moniteur du 13 août 2004)
- Recommandation de la CNAM R 405 - Prévention des risques résultant des armatures en attente sur les chantiers (Moniteur du 6 août 2004)
- Recommandation de la CNAM R 408 - Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied (Moniteur du 10 juin 2004)

5.1.12 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Pour les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le maître de l'ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

5.1.13 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné :

- soit à un avis technique délivré par application de l'arrêté du 2 décembre 1969,
- soit à un accord expressément constaté des parties.

5.2 SECURITE

Au cours des démolitions ou dépose d'ouvrages, l'entrepreneur veillera scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc.

5.3 OUVRAGES A RE-EMPLOYER

Les ouvrages destinés à être réemployés seront descellés avec soin, nettoyés et entreposés à l'abri des intempéries à l'endroit indiqué par le maître de l'ouvrage.

5.4 GRAVOIS ET PRODUITS DE DÉMOLITION

Les produits de démolition deviennent propriété de l'entreprise de démolition.
L'entrepreneur chargé des démolitions fait son affaire de l'enlèvement des gravois.

5.5 PROTECTION DE LA VEGETATION

Les démolitions ne devront, en aucun cas, porter atteinte aux arbres et arbustes implantés à proximité des ouvrages démolis ou déposés.

5.6 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise titulaire du présent corps d'état est responsable des détériorations éventuelles qu'elle pourrait occasionner aux constructions voisines et réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone existants.

Par ailleurs, elle est responsable des contraventions de toutes natures qu'elle pourrait encourir du fait de la non-observation des règlements de voirie ou de protection des lignes d'alimentation électriques et elle doit, en conséquence, faire toutes les démarches préalables auprès des Administrations concernées.

5.7 GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

5.8 DIAGNOSTIC POLLUTION SOL

L'entreprise devra prendre en compte dans son offre toutes les sujétions relatives à la sécurité de ses employés vis-à-vis du rapport I3D numéro C2025-11-25 du 08/12/2025 joint au dossier de consultation;

6 CLAUSES RELATIVES A L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET AU REEMPLOI

Un dossier concernant la déconstruction et le réemploi des matériaux de démolition a été établi par le BET CYCLE'UP en date du 13 avril 2026.

Ce document est joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

7 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES - DÉMOLITIONS

7.1 DEPOSE POUR REEMPLOI EX-SITU SELON RAPPORT CYCLE'UP

♦ Le projet

Dans le cadre de sa démarche innovation le Maître d'ouvrage souhaite diminuer la production de déchets, en favorisant la remise en circulation des matériaux issus de la déconstruction. Cette démarche est valorisée par le référentiel de qualité environnemental BDM, dans lequel le maître d'ouvrage a choisi d'inscrire son projet. Ce dernier sera donc attentif au respect des préconisations et objectifs de résultats du présent CCTP concernant le réemploi.

Les candidats devront œuvrer en ce sens et prendre toutes les mesures pour concrétiser in fine ces objectifs ambitieux et réalistes.

Le diagnostic ressource est joint au présent dossier de consultation.

Nota : Les matériaux indiqués dans le rapport de CYCLE-UP qui sont susceptibles d'être en contact avec un matériau amianté indiqué dans le rapport de LEI ne seront pas à récupérer ainsi que ceux amiantés.

♦ Les objectifs de réemploi ex situ et limites de prestation de l'entreprise de travaux

Les matériaux ne seront pas à intégrer au futur projet et devront être valorisés de la meilleure façon possible ou réemployés à l'extérieur du site.

Dans cet objectif il conviendra :

- de leur donner de la visibilité et de les commercialiser via des plateformes numériques de matériaux de réemploi. Cette commercialisation devra être menée au plus tôt afin d'identifier des preneurs avant la déconstruction
- De déposer soigneusement les matériaux qui auront trouvé preneur au démarrage de chantier
- De coordonner la reprise avec les preneurs sur site
- De collecter les documents de traçabilité liés au réemploi, dans le respect des préconisations liées à la traçabilité du présent CCTP
- De fournir un rapport concernant le réemploi contenant à minima la liste des matériaux réemployés, et les preuves du réemploi (documents de traçabilité).

L'objectif de réemploi in-situ visé est de 0% (en masse) des matériaux qui auront été identifiés dans le diagnostic ressource.

Schéma de responsabilité :



♦ Préconisation de travaux

Recherche de preneurs :

L'entreprise aura à sa charge la recherche de preneurs afin d'aboutir à l'objectif global de réemploi. Il est entendu, que l'entreprise puisse se rémunérer sur la valeur de la cession, revente et réemploi de ces matériaux.

Installation de chantier :

Le plan d'installation de chantier devra faire apparaître les zones spécifiques liées aux opérations de réemploi (stockage, préparation des matériaux...). L'entreprise devra justifier des surfaces allouées et des moyens logistiques mis en œuvre.

Dépose soignée :

L'entreprise devra procéder à la dépose sélective de chacun des éléments. Le matériau ne doit pas être endommagé à la dépose et l'entreprise tâchera de le maintenir dans un état de fonctionnement identique à celui avant travaux. Son

aspect ne doit pas être altéré. Tout au long des opérations, une attention particulière sera portée à conserver l'intégrité physique du matériau.

La désactivation des réseaux préalables à la dépose soignée des équipements identifiés est également à la charge de l'entreprise.

L'entreprise devra proposer une méthodologie de dépose adaptée et valider cette méthodologie avec le MOE avant d'entreprendre les travaux.

Conditionnement :

Il appartient à l'entreprise de conditionner les matériaux après les avoir déposés.

En fonction des typologies de matériaux, le conditionnement est réalisé sur palette (filmé et cerclé afin de maintenir l'ensemble) / dans des cartons / dans des bacs de stockage / sur chevalet ou tout autre dispositif qui permettra aux matériaux de rester intègres et conserver leur caractéristiques et performance du stockage et pendant le transport. Certains produits devront être protégés de manière individuelle. Le cas échéant des cales en bois/cartons pourront être installées entre les éléments afin de les protéger. Ces conditionnements sont à la charge de l'entreprise, y compris les matériaux nécessaires à leur stockage : bastaings, palettes, etc.

COLTINAGE ET MANUTENTION et stockage sur site :

Le coltinage horizontal / vertical et la manutention des matériaux entre les différentes zones du chantier sont à la charge de l'entreprise jusqu'à l'enlèvement des matériaux ou jusqu'à la fin du marché de chantier de curage / démolition.

Le transport et la manutention des matériaux jusqu'au lieu de stockage ou lieu du dispositif de collecte sont notamment à la charge de l'entreprise.

Les matériaux amenés à être réutilisés ou réemployés seront conditionnés et stockés sur place dans un espace dédié (protégé des intempéries et sécurisé), localisation à déterminer en accord avec la MOE.

Ces matériaux seront déplacés autant que nécessaires, sans frais, pour ne pas altérer l'avancement des travaux.

L'espace de stockage :

L'entreprise doit proposer un type d'entreposage sur le lieu de stockage, à valider avec la MOE.

L'entreprise doit prendre en compte cette zone de stockage dans son Plan d'Installation de Chantier.

L'entreprise est tenue pour responsable des stocks et en doit la protection et le conditionnement jusqu'à enlèvement par le preneur ou réception du présent marché.

Coordination de reprise avec les preneurs

L'entreprise coordonnera la reprise des matériaux avec les repreneurs identifiés dans le cadre de la recherche de preneurs.

L'Entreprise doit prévoir l'évacuation future, anticiper le passage du camion, son stationnement.

L'Entreprise doit vérifier d'avoir le matériel nécessaire pour assurer le déplacement du colis jusqu'au véhicule du repreneur.

Les filières de reprise acceptée par le MOA sont :

Les associations locales types ressourceries (loi 1901), matériauthèques

Les particuliers pour une valeur unitaire ou totale du bien cédé inférieure à 300 euros.

Suivi du réemploi et traçabilité des opérations de réemploi

Un responsable réemploi devra être nommé au sein de l'entreprise, il sera l'interlocuteur principal de la maîtrise d'ouvrage et du MOE. Différentes réunions de restitution de l'Entreprise relatives au sujet du réemploi devront avoir lieu tout au long du projet à l'intention de la maîtrise d'ouvrage et du MOE. À la livraison, un bilan du réemploi et un retour d'expérience sera transmis au MOE.

Pour le suivi du réemploi, l'entreprise devra fournir les documents suivants :

☒ Une fiche traçabilité par type de matériau réemployé (voir modèle contractuel ci-après en annexe) : l'entreprise devra, en sus des informations concernant le repreneur et les matériaux, fournir des photos HD des matériaux stockés temporairement sur site et de leur conditionnement, afin d'attester que le soin apporté aux opérations de dépose est compatible avec le réemploi.

☒ Un bilan du réemploi contenant à minima : la liste des matériaux réemployés, les quantités réemployées en unités, la masse unitaires de chaque matériau sur la base du diagnostic ressource, et la masse total réemployées afin d'attester du respect des objectifs fixés au CCTP (50% de réemploi en masse). Un dossier contenant l'ensemble des fiches traçabilité permettant d'attester des résultats intégrés au bilan.

Localisation

Les éléments décrits dans le Rapport de Diagnostic ressources pour réemploi des matériaux et matériels avant démolition.

7.2 CURAGE SUITE A LA DEPOSE POUR REEMPLOI

L'entreprise titulaire du présent lot devra le curage de l'ensemble des bâtiments présents sur le terrain avant tout travaux de démolition.

La prestation comprend :

- La dépose et l'évacuation en décharge publique agréée de tous les éléments mobilier et d'électroménager présents dans les bâtiments,
- La dépose et l'évacuation en décharge publique agréée de tous les effets personnels laissés dans le bâtiment par les précédents occupants.

Compris frais potentiels d'évacuation et de mise en décharge,

L'entreprise visitera obligatoirement les locaux afin de se rendre compte des éléments à évacuer pour réaliser son chiffrage.

L'entreprise ne pourra en aucun cas demander de compléments de rémunération pour l'évacuation d'équipements non prévus dans son devis.

Localisation

Pour le curage des 4 villas compris leurs annexes présentes sur les 4 parcelles du projet référencées 7-8-72-73, suivant plan de démolition .

7.3 ELAGAGE D'ARBRES CONSERVES

L'entreprise devra l'élagage des arbres conservés. les travaux consisteront par :

- Repérage sur place des arbres à élaguer suivant indications du maître d'œuvre
- Enlèvement des branches sur toute la hauteur des sujets selon indications du maître d'œuvre
- Broyage et évacuation des feuillages et menus bois en déchèterie.

Compris toutes sujétions pour une parfaite finition.

Localisation

Pour les arbres existants conservés suivant le plan de masse et le plan d'exploitation arbusive de l'architecte.

7.4 PROTECTION DES VÉGÉTAUX CONSERVÉS

L'entreprise devra en début de chantier la mise en place de toutes les protections nécessaires autour des végétaux conservés.

La protection sera perenne et devra rester en place pendant toute la durée du chantier. Elle sera constituée par des bastinges jointifs dégagés du tronc de 5 cm minimum sur une hauteur de 2.50 m.

En fin de chantier, avant réception, l'entreprise devra le retrait des dites protections et la remise en forme du terrain au droit de ces dernières.

Dans le cas où un sujet à conserver venait à mourir, l'entreprise du présent lot devra son remplacement par un sujet identique et de taille équivalente.

Localisation

Pour l'ensemble des végétaux conservés, suivant plans d'exploitation arbusives de l'architecte.

7.5 DÉBROUSSAILLAGE ET ABATTAGE D'ARBRES

L'entreprise devra le débroussaillage et l'abattage des arbres existants à proximité des bâtiments à démolir.

Les travaux comprendront :

- L'arrachage et l'enlèvement des végétaux de basse tige et haies végétales présents à proximité des bâtiments à démolir ou en partie courante du terrain compris dessouchage des racines à l'engin mécanique. Les haies en mitoyenneté des parcelles mitoyennes seront conservées.

- L'entreprise devra l'élagage et l'abattage des grand sujets dont la stabilité ne sauraient être garantie à cause de leur proximité des bâtiments à démolir. Compris coupe et débitage des troncs sur place, le dessouchage complet des racines à l'engin mécanique.
- Le rebouchage des emplacements, la remise en place des terres, l'évacuation des végétaux débités aux décharges publiques.

Les travaux seront réalisés à l'engin mécanique ou à la main en fonction du terrain.

Aucun végétal ne sera brûlé sur place en fonction des arrêtés municipaux en vigueur.

L'entreprise prendra en compte dans son offre toutes les sujétions de chargement en terrain accidenté.

Localisation

Pour la végétation présente sur les parcelles du projet..

7.6 NEUTRALISATION FLUIDES ET ENERGIE

L'entreprise devra l'intervention sur les alimentations en fluides et énergie du niveau pour neutraliser les diverses alimentations d'eau, d'électricité, de téléphone, de gaz éventuellement.

L'entreprise se rapprochera du Maître d'Ouvrage pour faire couper l'alimentation des fluides et énergie par le gestionnaire des parcelles.

Les démarches administratives et techniques seront à la charge de l'entreprise.

Pour cette intervention, l'entreprise devra s'adjoindre les services d'une entreprise qualifiée dans chaque corps de métier.

Avant l'intervention l'entreprise informera le Maître d'Ouvrage de ces travaux et soumettra ses méthodes d'intervention avant exécution.

Toutes les remises en état à la suite de dégradations causées par un dégât dû à des infiltrations d'eaux ou autres seront intégralement imputées à l'entreprise titulaire de ce lot.

Localisation

Pour toutes les alimentations des constructions présentes sur le site.

7.7 DEMOLITION LEGERE

L'entreprise devra la démolition des éléments de construction non porteurs.

Les travaux comprendront la démolition des ouvrages en maçonnerie de toutes nature présents dans l'emprise des travaux et qui ne sont pas réutilisés.

Les travaux comprendront la démolition, la manutention, l'évacuation des gravats et matériaux de toute nature, aux décharges publiques contrôlées.

L'emprise des ouvrages démolis sera soigneusement arasée au niveau de la structure porteuse, aucune aspérité se sera acceptée, et l'état de surface devra pouvoir recevoir la prestation future prévue sans aucune autre forme de préparation.

L'entreprise devra le déplombage de tous les éléments indiqués dans les rapports de LEI y compris évacuation à la décharge réglementaire.

L'entreprise devra prévoir dans son offre toutes les sujétions pour une parfaite finition et coordination avec les autres corps d'états.

Localisation

Les murets extérieurs de délimitation des parcelles et tous les murets présents sur les parcelles concernées compris fondations, en conformité avec les plans d'Architecte.

Les murs et ouvrages formant soutènement en pierre et/ou béton armé compris clôture grillagée ou platelage, compris fondations le long du Chemin des Colettes avec réalisation d'un talus pour rattrapage de niveaux

Les coffrets de branchements en limite du domaine communal et/ou sur toute l'emprise foncière,

Les parties de clôtures nécessaires au passage des engins de démolition,

La dépose des portails existants pour élargissement et passage des engins de démolition.

La démolition des trottoirs et des voiries de toutes natures y compris fondations

La démolition des ouvrages de soutènement de toute nature (Pierre, béton armé) y compris grillage ou platelage selon localisation et fondations mitoyens au trottoir chemin des collettes et réalisation d'un talus pour rattrapage des niveaux.

7.8 DEMOLITION LOURDE

L'entreprise devra la démolition complète des maisons existantes présentes sur le terrain.

Les constructions seront désamiantées avant l'intervention de l'entreprise.

Les constructions sont traditionnelles en maçonnerie d'agglomérés ciment hourdés au mortier avec plancher en béton armé de type poutrelles-hourdis, métalliques ou structure béton armé non définie.

L'emprise du terrain concerné par la démolition sera débarrassée par le présent lot de tous les ouvrages en infrastructure et superstructure.

Rien de la démolition ne sera laissé sur place.

Après démolition, le terrain sera livré réglé à une altitude défini par le Maître d'Oeuvre, purgé de tous les éléments enterrés autres que la terre, compris les éléments de fondations enterrés quelle que soit leur profondeur.

Le tri des matériaux sera fait afin de respecter les exigences environnementales réglementaires.

Tout le bois sera déposé au préalable. Les gravats de démolition seront triés et purgés. Les parties métalliques seront stockées à part et évacuées à part dans des bennes dédiées à ce matériau.

Tous les matériaux seront évacués aux décharges publiques contrôlées.

L'entreprise pourra à tout moment fournir au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage les bons de mise en décharge réglementée.

L'entreprise devra minimiser les nuisances dues à ses travaux.

Les gravats seront régulièrement arrosés afin de fixer la poussière. Les roues des camions seront systématiquement lavées avant de s'engager sur les voies publiques.

Les plages horaires de chantier données par la municipalité seront respectées. Si l'entreprise souhaite demander une dérogation, elle fera son affaire de la négociation avec les autorités municipales compétentes.

L'entreprise devra le déplombage de tous les éléments indiqués dans les rapports de LEI y compris évacuation à la décharge réglementaire.

L'entreprise comprendra dans son offre toutes les sujétions d'étalement provisoire rendue nécessaire par ses travaux.

Localisation

Pour la démolition des 4 villas compris leurs annexes présentes sur les 4 parcelles du projet référencées 7-8-72-73, suivant plan de démolition compris évacuation et mise en décharge publique contrôlée.

7.9 EVACUATION DE CUVE A FIOUL

L'entreprise devra l'évacuation des cuves à fioul domestique présentes sur le terrain,

Les travaux comprendront :

- La vidange, le dégazage, la neutralisation et le nettoyage de la cuve à fioul,
- Le comblement du réservoir
- La dépose et l'évacuation de la cuve vers la filière de traitement appropriée.

Compris frais potentiels d'évacuation et de mise en décharge,

L'intervention d'une entreprise spécialisée si nécessaire.

Toutes prescriptions particulières énoncées dans l'arrêté du 1^{er} juillet 2004.

Localisation

Les cuves à fioul présentes sur les parcelles du projet.

7.10 REPRISE PONCTUELLE DE CLOTURE MITOYENNE

L'entreprise devra la reprise ponctuelle des clôtures existante détériorées par les travaux de démolition.

Ces clôtures seront posées sur des murets en béton existants.

La hauteur du grillage sera identique à la hauteur de la clôture sur laquelle elle se raccorde, à priori hauteur de 1.80 m maximum.

La prestation comprend :

- La dépose soignée de la partie de clôture détériorée,

- La préparation des bords de clôture existants recevant la nouvelle clôture et des fils tendeurs,
- La fourniture à pied d'œuvre et la pose d'une clôture en grillage simple torsion, fixée sur fils tendeurs entre poteaux métallique adaptés, compris la couture de chacun des bords sur la clôture existante

Compris toutes sujétions de raccordement aux ouvrages existants pour une parfaite finition.

Localisation

Réparation et reprises ponctuelles des clôtures simple torsion existante qui auraient été détériorées par les travaux de démolition.

8 ANNEXE : FICHE DE TRACABILITE REEMPLOI

Fiche traçabilité réemploi

Photo du matériau avant dépose :

Photo du matériaux après dépose :

Photo du matériau conditionné :

Nom du matériau, équipement, produit :	
Quantité :	
Nom du repreneur :	
Numéro de téléphone :	
Date d'enlèvement :	
Signature du repreneur	Signature de l'entreprise de travaux